

de Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

Le président de la République sortant Olafur Ragnar Grimsson en tête dans les enquêtes d'opinion à une semaine du scrutin présidentiel en Islande

Environ 240 000 Islandais sont appelés à élire leur président de la République le 30 juin prochain. Le chef de l'Etat sortant Olafur Ragnar Grimsson est candidat à un 5^e mandat. A une semaine du scrutin, il est talonné dans les enquêtes d'opinion par la journaliste Thora Arnorsdottir.

6 personnes sont officiellement candidates à la magistrature suprême :

- Olafur Ragnar Grimsson, 69 ans, président sortant, en poste depuis 1996 ;
- Thora Arnorsdottir, 37 ans, journaliste de la chaîne de télévision publique RUV ;
- Ari Trausti Gudmundsson, 63 ans, écrivain, géophysicien, ancien communiste se présentant en candidat indépendant ;
- Herdis Thorgeirsdottir, 58 ans, notaire et professeur de droit à l'université de Bifröst à Northurárdalur, présidente des Femmes juristes européennes et représentante de l'Islande à la Commission de Venise (Commission européenne pour la démocratie par le droit du Conseil de l'Europe) ;
- Hannes Bjarnason, agriculteur de Skagafjörður résidant en Norvège depuis 14 ans ;
- Andrea Olafsdottir, présidente de l'association Hagsmunasamtök heimilanna (la Coalition des propriétaires).

Le Comité de supervision de l'élection présidentielle a invalidé la candidature d'Asthor Magnusson, homme d'affaires et militant pacifiste de l'organisation internationale Fridur 2000 (Paix 2000) et candidat malheureux à l'élection présidentielle du 26 juin 2004 (1,9% des suffrages). L'institution a estimé que la liste de parrainages présentée par le candidat (1 500 minimum) n'était pas conforme à ce qu'exige la loi électorale. Par ailleurs, Jon Larusson, inspecteur de police en charge de la fraude fiscale qui se présentait de façon indépendante, s'est retiré de la course.

Les deux favoris du scrutin

Thora Arnorsdottir et Olafur Ragnar Grimsson sont tous deux largement en tête dans les enquêtes d'opinion. La première est considérée comme positionnée plutôt à gauche sur l'échiquier politique tandis que le président sortant se situe davantage à droite. Ce dernier est soutenu par l'aile droite du Parti de l'indépendance de Bjarni Benediktsson, qui a longtemps dominé la vie politique islandaise, mais également par l'aile gauche du Mouvement de gauche-Les Verts dirigé par Steingrímur Sigfússon – deux courants nationalistes – ainsi que par le Parti du progrès, parti centriste agrarien de Sigmundur Davíð Gunnlaugsson.

Olafur Ragnar Grimsson accuse Thora Arnorsdottir de manquer de compétence en matière internationale. « *Il est dangereux qu'un (e) candidat(e) à la présidence de la République explique que son rôle sera de soutenir le ministre des Affaires étrangères du gouvernement* » a-t-il déclaré.

Il fait campagne sur la nécessité pour le pays d'avoir à sa tête un capitaine fiable dans une période de crise et d'incertitude. « *Aujourd'hui, personne ne sait quelle sera la prochaine Constitution islandaise (le 27 novembre 2010, les Islandais ont élu une Assemblée constituante formée de 25 citoyens qui sont chargés de réécrire la Loi fondamentale de 1944 ; un texte a été présenté à l'Althing (parlement), mais n'a pas encore été adopté) ; de nouveaux partis politiques*

ont été créés ; nous négocions notre éventuelle entrée dans l'Union européenne ; l'Europe fait face à une grave crise économique, la situation n'a jamais été aussi incertaine » a-t-il déclaré. Olafur Ragnar Grimsson justifie son recours (par deux fois, en 2010 et 2011) au droit de veto par l'évolution du monde qui entraîne une modification du rôle du chef de l'Etat. « J'ai transformé la fonction présidentielle mais les gens doivent comprendre que nous sommes entrés dans une nouvelle époque et que l'exercice de la magistrature suprême doit être différente de ce qu'elle était dans les années 1950 » a-t-il souligné. Il estime que sa décision de recourir par deux fois à un référendum sur les lois votées par le parlement sur l'accord Icesave (qui prévoyait le remboursement par Reykjavik d'une dette de 3,8 milliards € aux Pays-Bas et au Royaume-Uni) avait permis « d'unir la nation islandaise, de donner le pouvoir au peuple et de renforcer la foi de ce dernier dans la démocratie ».

Thora Arnorsdottir a indiqué que, si elle était élue le 30 juin, elle ne se mêlerait pas de politique intérieure. Son programme se résume en deux mots : réconciliation et union. Pour elle, l'Islande est un pays divisé. « Mon message est le même depuis le début de la campagne : nous devons travailler à unir la nation autour de ses valeurs plutôt que de poursuivre sur la voie des désaccords. (...) Nous devons aller de l'avant et mettre un terme aux incessantes divisions (...) Le chef de l'Etat doit unir et non pas augmenter les divisions » a déclaré la candidate qui affirme également vouloir « apporter de la stabilité dans la relation entre la nation et le parlement ».

Aux propos d'Olafur Ragnar Grimsson sur la situation de grave incertitude dans laquelle se trouverait l'Islande, Thora Arnorsdottir répond : « la vérité est que l'interprétation par le président de la République de ce qu'est son domaine réservé est le facteur principal de l'incertitude et de l'instabilité actuelles » ajoutant « Le rôle du président de la République est de protéger la démocratie, pas de prendre part activement

aux débats politiques. » Enfin, interrogée sur les qualités que se doit de posséder un chef de l'Etat, la candidate a cité la modération, l'humilité, l'honnêteté et le respect pour le peuple comme pour le pays. « Je ne considère pas la présidence de la République comme un poste politique » a souligné Thora Arnorsdottir qui a plusieurs fois affirmé que le chef de l'Etat ne devait pas se prononcer sur un sujet tel que l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne.

Les autres candidats

Ari Trausti Gudmundsson se montre très critique envers Olafur Ragnar Grimsson. Selon lui, le président sortant, à qui il reproche d'avoir outrepassé les prérogatives accordées au chef de l'Etat par la Constitution, a fait son temps et devrait se retirer de la vie politique. Il estime que le premier des Islandais ne doit en aucun cas défendre un quelconque programme politique. « Dans le cas contraire, il devient l'homme d'un camp et ne peut plus être un représentant de la nation digne de foi » a-t-il indiqué, ajoutant que « le rôle traditionnel du président de la République est apolitique et symbolique. Il doit unifier la nation et être l'ambassadeur culturel du pays ».

Hannes Bjarnason considère que l'article 26 de la Constitution (possibilité laissée au chef de l'Etat de refuser de promulguer un projet de loi et de soumettre celui-ci à référendum) doit être utilisé lorsque la liberté du pays est menacée et « si le président de la République pense qu'il s'agit véritablement du seul moyen de faire avancer la démocratie ». Interrogé sur l'éventualité de l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne, il a répondu que le chef de l'Etat pouvait donner son opinion sur le sujet mais veiller à « ne pas utiliser son statut pour influencer ou convaincre les électeurs ».

Enfin, Andrea Olafsdottir regrette que les électeurs se prononcent désormais davantage pour une personnalité que pour un programme à l'élection présidentielle.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Capacent Gallup pour la chaîne de télévision RUV, Olafur Ragnar Grimsson devrait arriver en tête de l'élection présidentielle le 30 juin. Il recueillerait 44,8% des suffrages pour 37% à Thora Arnorsdottir. Olafur Ragnar Grimsson est soutenu par les proches du Parti de l'indépendance et du Parti du progrès, les électeurs les plus âgés et ceux vivant dans la partie rurale du

pays. Thora Arnorsdottir est majoritaire parmi les sympathisants du Parti de l'alliance social-démocrate de la Premier ministre Johanna Sigurdardottir, les électeurs les plus jeunes ainsi que les Islandais les plus urbains comme les plus diplômés. Ari Trausti Gudmundsson obtiendrait 10,5% des voix, Herdis Thorgeirsdottir, 5,3%, Andrea Olafsdottir, 1,7% et Hannes Bjarnason, 0,7%.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.